



16 décembre 2011

## MOODY'S MET LA COTE DE CRÉDIT DE L'ONTARIO SOUS SURVEILLANCE

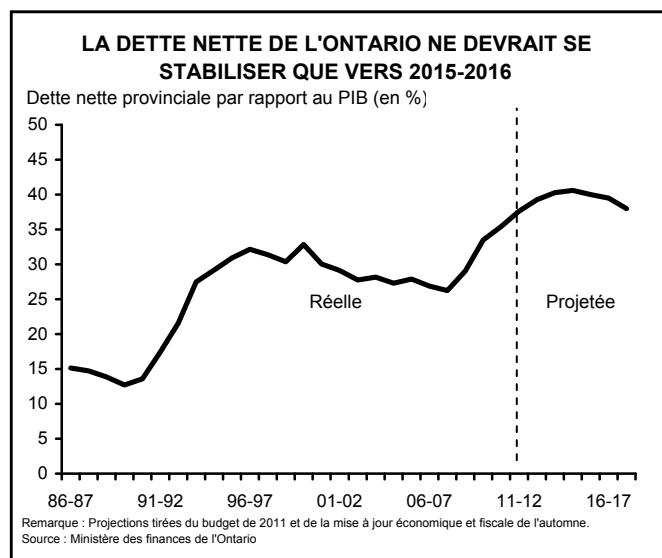
Préoccupée à l'égard de la dette croissante de l'Ontario et de la capacité du gouvernement ontarien d'atteindre ses objectifs budgétaires à moyen terme, l'agence Moody's Investors Service a annoncé qu'elle abaissait de « stable » à « négative » son évaluation des perspectives financières de la province. À Aa1, la cote de crédit de l'Ontario est inférieure d'un cran à la cote Aaa, et elle demeure stable depuis qu'elle a été relevée de Aa2 en juillet 2002. Moody's a indiqué qu'elle pourrait procéder à une décote si le budget du printemps 2012 ne propose pas un programme crédible pour résoudre les problèmes budgétaires de la province.

Il faut se rappeler que dans son budget de 2011, le gouvernement ontarien a réitéré son objectif d'éliminer le déficit budgétaire – estimé à 16 milliards de dollars cette année – d'ici l'exercice 2017-2018. Or, malgré la baisse constante prévue du déficit, la dette nette de la province devrait augmenter davantage au cours des prochaines années – pour s'établir à 40,6 % – avant de se stabiliser au cours de l'exercice 2015-2016. Ce pourcentage est près du double d'il y a cinq ans. Le niveau de la dette ontarienne est tout de même raisonnable, étant donné que la proportion des recettes consacrée au service de la dette est demeurée basse. Toutefois, la situation risque de s'aggraver considérablement à moyen terme à mesure que la dette s'accroît et que les taux d'intérêt augmentent pour atteindre leur niveau habituel.

Moody's a souligné que le long processus de consolidation laisse entrevoir la possibilité qu'un choc économique inattendu empêche la province d'atteindre ses objectifs budgétaires. Fait tout aussi important, l'agence s'interroge sur la capacité du gouvernement d'atteindre les ambitieux objectifs de dépenses prévus dans son plan, surtout s'il ne bénéficie pas d'un vaste appui du public. En effet, si le gouvernement parvient à restreindre la hausse moyenne des dépenses à l'intérieur d'une fourchette allant de 1 % à 1,5 % par année au cours des six prochaines années, la province connaîtra sa plus longue période d'austérité depuis l'après-guerre.

On saura davantage au cours des trois ou quatre prochains mois si Moody's abaissera effectivement la cote de crédit de l'Ontario. La Commission Drummond – dont la création a été annoncée dans le budget de 2011 et qui est chargée de proposer des mesures en vue de restructurer les services publics et d'accroître leur efficacité – publiera son rapport préliminaire en janvier. Selon la Commission, toutes les options sont envisagées. La réaction du gouvernement à l'égard des solutions avancées dans le rapport jouera un rôle clé dans la décision de Moody's.

Cette révision des perspectives financières a eu peu d'incidence sur les marchés des capitaux et l'écart entre la dette de l'Ontario



et celle du gouvernement fédéral est demeuré assez stable. L'annonce de Moody's fait suite à celle de l'agence Fitch, qui a porté un jugement négatif sur les finances de la province en mai dernier. En octobre 2009, S&P et DBRS avaient abaissé d'un cran la cote de crédit de l'Ontario. Si Moody's diminue

effectivement la cote de la province, cette décision aura une incidence plus importante, étant donné qu'elle augmenterait vraisemblablement la possibilité de nouvelles décotes. Du coup, il en résulterait des hausses du coût des emprunts qui ne feraient que retarder le retour à l'équilibre budgétaire.

***Derek Burleton***  
***Vice-président et***  
***économiste en chef adjoint***  
***416-982-2514***

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à titre informatif seulement et peut ne pas convenir à d'autres fins. Il ne vise pas à communiquer de renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans le rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, le rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs et sont sujettes à des risques inhérents et à une incertitude. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et divisions apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.